

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

AXA IM GLOBAL CREDIT SICAV FUND

Société d'Investissement Professionnelle Spécialisée
ayant la forme d'une Société par Actions Simplifiée
Siège Social : Tour Majunga - La Défense 9 -
6, Place de la Pyramide - 92800 Puteaux
824 600 357 RCS Nanterre

AVIS DE CONVOCATION

MM. les actionnaires sont convoqués pour le **24 juin 2025 à 10 heures**, à l'effet de se réunir en assemblée générale ordinaire annuelle au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Rapport du Président,
- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2025,
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce,
- Approbation des comptes de l'exercice écoulé,
- Affectation des sommes distribuables.

Le texte suivant des résolutions sera soumis à l'approbation des actionnaires :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux comptes, approuve les comptes de la SICAV tels qu'ils lui ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports, faisant apparaître un revenu net bénéficiaire de 34.677.737.700 ¥ correspondant à 214.678.768,41 €.

Elle constate que le capital, tel que défini à l'article L.214-24-29 alinéa 5 du Code monétaire et financier, d'un montant de 640.900.525.767 ¥ correspondant à 3.921.017.626,93 €, divisé en 6.608.905,866492 actions D au 28 mars 2024, s'élève à 441.159.870.408 ¥ correspondant à 2.731.079.474,45 €, divisé en 5.427.083,529259 actions D au 31 mars 2025, soit une diminution nette de 199.740.655.359 ¥.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, sur proposition du Président, constatant que les sommes distribuables de l'exercice d'un montant de 122.103.676.873 ¥ correspondant à 755.904.759,32 € sont composées de :

- | | |
|---|---|
| - Revenu net de l'exercice | 34.677.737.700 ¥ correspondant à 214.678.768,41 € |
| - Report à nouveau de l'exercice précédent | 89.126.368.615 ¥ correspondant à 551.752.805,01 € |
| - Moins-values nettes de l'exercice | (6.936.977.525) ¥ correspondant à (42.944.606,26) € |
| - Plus-values nettes antérieures non distribués | 5.236.548.083 ¥ correspondant à 32.417.792,16 € |

après avoir rappelé qu'au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025, il a été distribué des acomptes sur dividendes, prélevés sur le résultat distribuable, d'un montant global de 4.068.109.742 ¥ correspondant à 25.184.364,58 €, que les sommes distribuables de l'exercice sont d'un montant de 118.035.567.131 ¥ correspondant à 721.776.661,40 €, décide, conformément aux dispositions statutaires, de les répartir comme suit :

- | | |
|--|---|
| - Distribution | 564.416.687 ¥ correspondant à 3.451.417,96 € |
| - Capitalisation | (6.936.977.525) ¥ correspondant à (42.944.606,26) € |
| - Report à nouveau de l'exercice | 119.171.579.886 ¥ correspondant à 728.617.926,55 € |
| - Plus et moins-values nettes non distribués | 5.236.548.083 ¥ correspondant à 32.417.792,16 € |

L'assemblée générale décide le détachement, le 25 juin 2025 d'un dividende de 104 ¥, par action en circulation, non éligible à l'abattement de 40% mentionné au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

La mise en paiement du dividende sera effectuée sans frais, à compter du 30 juin 2025.

L'assemblée générale prend acte que les dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

EXERCICES	2021-2022	2022-2023	2023-2024
Nombre d'actions D	5.043.547,181252	6.088.865,620682	6.608.905,866492
Dividende	89 ¥ (0,66 €)	81 ¥ (0,56 €)	101 ¥ (0,62 €)
Dividende éligible à l'abattement	-	-	-
Dividende non éligible à l'abattement	89 ¥ (0,66 €)	81 ¥ (0,56 €)	101 ¥ (0,62 €)

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes, prend acte qu'aucune convention nouvelle, entrant dans le champ d'application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, n'a été autorisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2025.



Conformément à la législation en vigueur, les actionnaires sont informés que le bilan, le compte de résultat et la composition des actifs sont à leur disposition au siège social de la société et qu'ils seront envoyés gratuitement à ceux d'entre eux qui en feront la demande.

Tout actionnaire quel que soit le nombre d'actions qu'il possède a le droit de participer à cette assemblée, de s'y faire représenter par un actionnaire, par son conjoint ou par le partenaire avec lequel il a conclu un Pacte Civil de Solidarité ou d'y voter par correspondance.

Le droit de participer pour tout actionnaire à l'assemblée ou de s'y faire représenter est subordonné à l'inscription en compte de ses titres soit en son nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au deuxième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

Les actionnaires désirant voter par correspondance peuvent se procurer le formulaire de vote auprès des guichets de Uptevia, Service Assemblées Générales, Cœur Défense, 110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris La Défense Cedex ; la demande doit être formulée par lettre recommandée avec accusé de réception et parvenir à l'adresse précitée six jours au moins avant la date de la réunion. Les votes par correspondance ne seront pris en compte qu'à la condition de parvenir à Uptevia deux jours au moins avant la date de l'assemblée, accompagnés, le cas échéant, d'une attestation établie par le dépositaire de ces actions justifiant de leur inscription en compte.

L'actionnaire ayant voté par correspondance n'aura plus la possibilité de participer directement à l'assemblée ou de s'y faire représenter en vertu d'un pouvoir.

Il n'est pas prévu de vote à l'assemblée par des moyens électroniques ; en conséquence, aucun site visé à l'article R. 225-61 du Code de commerce ne sera aménagé à cette fin.

LE PRESIDENT